

« Il est temps pour le cdH de passer au confessionnal. Les mensonges, ça suffit. »

Christophe LACROIX,
ministre du Budget

2019 l'entrée théorique du nouveau système d'allocations familiales. Ce n'est pas gagné...

La crise se prolonge, PS et cdH se sont déclarés la guerre

Photo News

« Un tiers du MR veut laisser crever le cdH »

La crise politique s'enlise. La grogne monte dans les partis. Au MR, certains voudraient laisser le cdH mourir à petits feux. Pour en récupérer l'aile droite.

● Martial DUMONT

Depuis que Benoît Lutgen a retiré la prise des gouvernements le 19 juin dernier, rien ou presque n'a bougé. Le cdH tente désespérément de rallier à sa cause Écolo et surtout DÉFI, indispensable à Bruxelles. Mais le parti d'Olivier Maingain fait la sourde oreille. Il n'a même pas voulu participer aux discussions d'hier entre Écolo, MR et cdH sur la gouvernance (lire par ailleurs).

Ce qui agace prodigieusement les humanistes. « *DÉFI veut-il attendre un xième Samu-social pour agir ? Monsieur Maingain doit se positionner clairement et pas se retrancher derrière des prétextes ou des éléments qui montrent sa volonté à ce stade de ne pas vouloir changer les choses* », tonnait hier le député wallon cdH Dimitri Fourny. Mais chez DÉFI, les avis sont partagés. On voit ainsi une fracture, notamment avec Bernard Clerfayt, prêt à dégommer le PS à Bruxelles.

Cela dit, les tensions internes commencent tout doucement à se faire jour au sein des partis concernés par le putsch.

Ainsi, un cadreur du cdH explique : « *C'est clair que si rien n'a avancé pour le 21 juillet, ça va commencer à grogner dans nos rangs.* »

Un plaidoyer de Louis Michel

Au MR, ce n'est pas mieux. « *Le parti est coupé en trois* » explique un observateur. « *Un tiers des libéraux veulent absolument monter avec le cdH rapidement parce que d'aucuns se voient évidemment ministres. Un autre tiers se tâte encore. Et les derniers 30 % sont résolument contre.* »

Le but de cette dernière catégorie ? « *Laisser crever le cdH. Lors du dernier bureau, Louis Michel a fait un vibrant plaidoyer en ce sens.* »

La manœuvre vise donc à littéralement disloquer le cdH.

« *Ensuite, l'aile gauche ira où elle voudrait. Et le MR récupérera l'aile droite.* »

L'achèvement de ce que, à

l'époque, Louis Michel avait en partie réussi en intégrant dans ses rangs le MCC de Gérard Deprez, transfuge du PSC.

« *Louis Michel a laissé sous-entendre cela de manière ironique* », tempère, après un silence, un libéral, un peu embêté.

« *Mais il se rend bien compte que l'opportunité de revenir aux affaires est unique. Pour les autres, c'est vrai que certains ont des points de vue personnels parfois divergents. Sans doute aussi parce que le cdH draine une réputation sulfureuse et qu'une alliance avec lui est difficile à accepter. Mais personne ne s'oppose au cap donné par le parti.* »

Bref, Louis Michel et de potentiels rebelles, malgré des réticences, se rangeraient à la ligne officielle défendue par Olivier Chastel : « *Le but est d'abord de tenter de faire des majorités en Wallonie, à Bruxelles et à la Fédération. Et si ça ne marche pas, alors on ira là où c'est possible mathématiquement, en l'occurrence en Wallonie seule* », conclut ce cadre du MR. ■

Écolo : « Ce n'est pas gagné »

« On avance » même si « ce n'est pas gagné » et la « discussion est ouverte », a affirmé jeudi soir la coprésidente d'Écolo, Zakia Khattabi, à l'issue d'une réunion avec le MR et le cdH. Cette première rencontre dans ce format, à trois, après des bilatérales et en l'absence du parti essentiellement bruxellois DéFI - qui préfère la poursuite de ce genre de contacts - était axée sur la réforme de la gouvernance et le « *renouveau démocratique* ». Elle sera suivie par une deuxième réunion, mardi prochain à Namur,

pour « *darifier* » certains points, a annoncé Mme Khattabi. « *On sent bien qu'il y a des lignes qui bougent et d'autres qui bougent moins* » en matière de gouvernance, « *la discussion se poursuit* » mais « *uniquement sur le cadre de la gouvernance* », a ajouté la coprésidente d'Écolo. Les écologistes vont toutefois poursuivre d'ici mardi des discussions séparées avec Défi et le PS pour « *trouver des partenaires sur les mesures qui nous tiennent à cœur* ».

Téléredevance : suppression bloquée

Une centaine de points à l'ordre du jour du gouvernement wallon expédiés en 30 minutes. Simple-ment parce que le cdH n'a pas voulu débattre d'une trentaine de sujets. « *Y compris sur des points non politiques comme des soutiens à des ASBL, des primes à l'investissement ou les circulaires budgétaires aux communes* », grince un ministre socialiste. « *Maxime Prévot a expliqué qu'il n'avait pas mandat du cdH pour discuter de tout cela.* »

Pas plus visiblement que pour discuter de la fin de la téléredevance. Un texte était pourtant prêt hier. Mais le cdH a bloqué. « *Or il y avait un accord de la part des humanistes. Nous avons trouvé une compensation financière pour la suppression de la taxe* », estime Christophe Lacroix, ministre wallon PS du Budget.

« *Faux* », rétorque Maxime Prévot. « *Il y avait un accord pour la suppression dans le cadre d'une réforme fiscale si, effectivement, les 100 millions étaient compensés. Or, ici, le PS a voulu sortir la suppression de la taxe en proposant des compensations qu'ils savaient inacceptables par le cdH : l'augmentation de l'IPP, la taxe robot, notamment.* »

« *Il est temps que le cdH aille au confessionnal car les mensonges ça suffit* », rétorque Lacroix. Ambiance.

Du coup, au Parlement wallon, le groupe PS vient de déposer dans la foule un décret portant sur la suppression de ladite redevance. Elle sera prise en considération la semaine prochaine. Mais a peu de chances d'aboutir, faute de majorité parlementaire.

La réforme des allocations familiales bloquée aussi ?

Le deal était clair entre PS et cdH : la suppression de la téléredevance contre l'entérinement de la réforme des allocations familiales.

La suppression de la taxe tombe à l'eau ? Les allocs, alors, ce sera pour plus tard. « *On ne va tout de même pas leur faire de cadeaux* », glisse ce socialiste qui précise clairement que son parti bloquera le point au gouvernement par mesure de rétorsion.

Officiellement, le discours de Magnette est néanmoins le suivant : « *Oui, effectivement, il y a un accord. Mais les allocs, ce ne sera pas pour 2019 : des avis seront nécessaires (Inspection des Finances, notamment), et les textes ne sont pas prêts. Nous ne serons probablement pas dans les temps pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019.* »

Mais personne n'est dupe sur les causes du retard dans ce dossier... ■

P.S. et M.Dum.